

Le tissu économique des régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, qui constituent près de 20% de la population du pays et sont en proie à un conflit sécessionniste depuis bientôt deux ans, «s'effondre littéralement, tout au moins en ce qui concerne le secteur formel et les répercussions se font de plus en plus ressentir dans le reste du pays», selon un rapport publié vendredi par le Groupement inter-patronal du Cameroun (GICAM).

Selon les estimations sommaires, réalisées par cet organe, le plus important du pays auprès d'une vingtaine de sociétés, la crise séparatiste a déjà coûté plus de 2,153 milliards FCFA de destructions de biens immobiliers, de matériels roulants et meubles, pour un manque à gagner en termes de chiffres d'affaires estimé à quelque 269,056 milliards FCFA dans les secteurs investigués, avec un manque à gagner immédiat de plus de 5,919 milliards FCFA de recettes fiscales pour l'État au titre de l'acompte de l'impôt sur les sociétés.

L'insécurité qui sévit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a désormais des incidences économiques globales qui ne peuvent plus être négligées, prévient le patronat, avec des répercussions importantes au plan macro économique pour 86% des entreprises, 50% d'entre elles les qualifiant «de négatives très importantes» et 36% d'«importantes» sur leurs activités.

Plus spécifiquement, la filière café-cacao a subi perte de 56 milliards FCFA (20%) de recettes d'exportation, avec une cessation d'activités envisagée par les entreprises du secteur qui représenterait une perte de chiffre d'affaires de l'ordre de 10,8 milliards FCFA. A elles seules, la Cameroon Development Corporation (CDC, plus gros employeur du pays après la fonction publique) et la Pamol, deux fleurons de l'agro-industrie, sont «à l'agonie» avec plus de 1 milliard FCFA de biens détruits pour la première entreprise citée et 12 milliards FCFA de manque à gagner.

«A date, et en supposant un retour rapide vers le calme et la sécurité, la CDC aura besoin d'une injection de fonds de l'ordre de 15 milliards FCFA pour financer un éventuel plan de relance.» S'agissant des entreprises spécialisées dans les services à l'agriculture, elles connaissent aujourd'hui jusqu'à 60% de baisse d'activités, énumère le rapport du GICAM, constatant que 80% des industries de l'agro-alimentaire sont désormais inaccessibles dans le Sud-Ouest et 60% dans le Nord-Ouest.

Dans le secteur des télécommunications, 300 millions FCFA d'équipements ont été détruits et plus de 1 milliard FCFA de manque à gagner est enregistré par mois, en même temps que la

présence commerciale dans le commerce et la distribution est réduite à sa plus simple expression.

Au plan social, près de 8000 emplois relevant du secteur formel sont aujourd'hui menacés en plus des 6.434 emplois déjà perdus sur les sites en arrêt de production des agro-industries, essentiellement des pertes impactées par l'insécurité.

Apanews
